

L'Absorption du capital, par PATRICK GUILLAUMONT. Un vol., 6½ po. x 9½, broché, 294 pages. Collection « Problèmes du développement » — Éditions Cujas, Paris, 1971

Jean-Aimé Guertin

Volume 48, numéro 1, avril-juin 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003689ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003689ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Guertin, J.-A. (1972). Compte rendu de [*L'Absorption du capital*, par PATRICK GUILLAUMONT. Un vol., 6½ po. x 9½, broché, 294 pages. Collection « Problèmes du développement » — Éditions Cujas, Paris, 1971]. *L'Actualité économique*, 48(1), 200–202. <https://doi.org/10.7202/1003689ar>

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

tifier les variables déterminant le coût pour diverses zones. Sept variables ont été retenues : superficie du lotissement ; pourcentage de superficie construite ; distance de raccordement aux équipements principaux ; affectations ; caractéristiques physiques du sol ; densité ; largeur des lots. Ces variables ont été analysées dans le cadre d'un échantillon de 26 zones de la ville de Laval qui représentent 13 p.c. du secteur urbanisé à la fin de 1969.

Les résultats obtenus (grâce à l'utilisation de l'analyse factorielle) sont parfois inattendus. La variable la plus significative est le pourcentage de superficie construite : « Le potentiel de construction d'une zone constitue une incitation quasi psychologique à l'accroissement des prix d'infrastructure indépendamment de toute raison technique ». Les perspectives de développement constituent donc un facteur de hausse des coûts.

Si la conclusion de Mme Charles se trouvait vérifiée, cela aurait de lourdes conséquences dans le domaine de la planification urbaine : dans la mesure où la hausse des coûts d'aménagement se trouve liée à un facteur « irrationnel » de nature extra-économique, le besoin d'un contrôle plus strict s'avérerait nécessaire. Madame Charles n'avance son hypothèse qu'avec prudence, mais l'importance de la question posée exige de nouveaux éléments de connaissance.

Le plus fâcheux serait de rester sur des incertitudes. L'importance du problème implique que le débat s'ouvre entre l'auteur de cette excellente analyse et les intéressés.

R. Jouandet-Bernadat

L'Absorption du capital, par PATRICK GUILLAUMONT. Un vol., 6½ po. x 9½, broché, 294 pages. Collection « Problèmes du développement ». — Éditions Cujas, Paris, 1971.

Définir de façon complète certains concepts théoriques contribue souvent autant à la compréhension des phénomènes économiques que l'élaboration des propositions théoriques qui utilisent ces concepts. En consacrant un ouvrage à l'analyse détaillée de la notion d'absorption du capital, Patrick Guillaumont a réussi à faire ressortir les différentes nuances et les limites d'application d'une notion demeurée assez ambiguë dans la littérature économique, tout en mettant en relief l'importance de l'étude des conditions du milieu récepteur pour l'analyse des effets de l'investissement, et des limites que ces conditions imposent à son efficacité.

Notion ambiguë et dont l'ambiguïté même explique l'utilisation restreinte qui en est faite dans la théorie économique contemporaine, l'absorption du capital est employée presque exclusivement dans les études portant sur les économies en voie de développement, et plus particulièrement dans l'élaboration des critères d'allocation d'aide économique à ces pays. Exception faite de son usage par certains post-keynésiens dans le développement de thèses de maturité économique, cette notion n'a pas trouvé place parmi les concepts économiques reçus. Il est pourtant clair qu'il existe des limites à la quantité

d'accumulation de capital qui peut être réalisée dans un certain pays durant une période donnée, et qu'au-delà de ces limites, les déséquilibres entraînés par l'accumulation peuvent faire que l'élasticité du taux de croissance du produit par rapport au taux d'accumulation soit nulle, ou presque nulle. Mais le processus d'absorption du capital qu'analyse l'auteur ne se limite pas à une relation simplifiée entre investissement et production, mais s'étend à la relation de complémentarité entre les principales composantes du milieu économique, social, et politique devant recevoir l'investissement. D'où une définition très générale de la capacité d'absorption : « ... l'idée complexe de progrès permet de définir la capacité d'absorption comme le *maximum d'investissement générateur de progrès*, ou plus précisément comme le volume d'investissement tel que tout investissement additionnel dans la même période n'entraîne plus aucun progrès. Ainsi définie, la notion de capacité d'absorption rejoint celle d'optimum d'investissement » (p. 58). L'optimum d'investissement tel que conçu par l'auteur n'a donc que peu de parenté avec les optimums des modèles de croissance économique, précisément parce qu'il ne se réfère pas d'abord au produit, mais à la notion beaucoup plus générale de *progrès économique* (au sens où l'entend F. Perroux). L'approche du problème de l'optimum d'investissement par le biais de l'étude de la capacité d'absorption lui permet de rendre compte plus facilement des aspects économiques des réalités sociales et politiques dont dépend l'utilité de l'investissement.

Guidé par le critère du progrès, l'auteur tente dans une première partie d'établir les limites à l'absorption du capital, c'est-à-dire les limites à l'intérieur desquelles les perturbations économiques causées par l'investissement demeurent socialement acceptables. Qu'il s'agisse de déséquilibres de prix (taux optimal d'inflation); de déséquilibres dans la balance des paiements (niveau optimal d'épargne d'origine extérieure), ou de déséquilibres sociaux (changement optimal dans la répartition entre générations, classes et régions), ces déséquilibres sont vus comme étant nécessaires à tout procédé d'absorption; l'auteur pourra même, après quelque hésitation, les qualifier d'« optimaux » (p. 141), en ce sens qu'ils sont liés à l'optimum d'investissement. Dans une deuxième partie, l'auteur se penche sur les déterminants de la capacité d'absorption, et analyse l'effet de la croissance démographique et de l'investissement en capital humain, l'effet des structures du capital existant et des formes de l'accumulation passée, et l'effet de l'information et de la politique sur les limites de la capacité d'absorption.

L'analyse du professeur Guillaumont est axée sur une double complémentarité des éléments influant sur l'absorption : complémentarité des déterminants de l'absorption durant la phase de constitution du capital, et complémentarité des déterminants avec le nouveau capital durant la phase d'utilisation. L'idée même de limites à l'absorption du capital entraîne nécessairement le rejet de l'idée de substitution parfaite des facteurs qui est faite dans les modèles de croissance utilisant une fonction de production de type néo-classique. Les limites à l'absorption sont dues à l'existence de la complémentarité, et les déter-

minants de l'absorption sont autant d'expressions des divers aspects de cette complémentarité. Bien que l'auteur reconnaisse que la complémentarité ne soit pas caractérisée par des coefficients techniques absolument rigides (v.g., pp. 161-164), il n'intègre pas à son étude une analyse des liens entre les limites et les déterminants de l'absorption, d'une part, et la substitution des facteurs, d'autre part. Il est certain, comme l'affirme l'auteur, que la structure du capital existant (matériel, humain, et d'information) détermine dans une grande mesure la capacité d'absorption et l'efficacité de l'investissement, et que le degré de substitution *ex post* est très faible, voir presque nul ; mais l'hypothèse d'une complémentarité quasi rigide semble quelque peu excessive lorsque l'on tient compte des possibilités de substituabilité *ex ante*, c'est-à-dire de la possibilité de faire un choix de technique de production pour l'investissement nouveau (qui est celui qui intéresse l'analyse de l'absorption). La substituabilité *ex ante* semble un déterminant important et distinct de la capacité d'absorption, quoique non indépendant des autres déterminants énumérés par l'auteur. Mais il s'agit ici beaucoup moins d'une critique que d'une illustration des nombreux sujets de réflexion suggérés par la lecture de l'ouvrage du professeur Guillaumont.

Cet ouvrage qui allie de façon très élégante des éléments de la théorie du développement économique, de la théorie de l'investissement, et de la théorie de la croissance, avec une vision normative de l'optimum d'investissement (... l'optimum doit sans doute être déterminé par le Prince, éventuellement aidé de modèles, et calculatrices, et compte tenu des forces du marché », p. 49) saura intéresser tous les économistes, spécialement ceux qui sont las de « l'abstraction chosifiante » des modèles de la théorie économique.

Jean-Aimé Guertin

Urban Dynamics in Black Africa. An Interdisciplinary Approach, par WILLIAM F. et JUDITH L. HANNA. Un vol., 390 pages. — ÉDITIONS ALDINE-ATHERTON, Chicago et New-York, 1971.

Étudier la dynamique urbaine est une mode très prisee à l'heure actuelle sur le continent américain. Rendue célèbre par J.W. Forrester (*Urban Dynamics*, M.I.T. Press, 1969) elle se situe généralement dans le cadre de la théorie des systèmes : on étudie la croissance et la dégradation des villes sur une longue période à l'aide d'un modèle de simulation, et avec des techniques d'analyse on essaie d'évaluer l'influence de divers ensembles de variables (notamment mesures de politique urbaine) sur le développement de la ville.

Telle n'est pas l'optique du livre de William F. et Judith L. Hanna. Il n'est nullement question, comme le soulignent les auteurs eux-mêmes, d'un modèle théorique et abstrait essayant de mettre en relation différentes variables et paramètres et de mesurer leur interaction.

L'objectif plus modeste tend surtout à faire le point des connaissances existantes sur les villes africaines et les citadins africains de l'Afrique Noire.